

Note d'introduction relative à l'atelier :  
*professionnalisation des formations universitaires : une réponse aux contraintes et aux effets de la massification*  
16<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'AUF  
Sao Paulo, 7-9 mai 2013.

*Professeur Boumediene TANOUTI  
Président de l'Université Chouaib Doukkali  
El Jadida, Maroc*

Le Monde universitaire est entré en phase de profonde transition depuis une cinquantaine d'années. Les premières manifestations de cette transition sont apparues en occident dans les années soixante et continuent de se propager à travers le monde encore aujourd'hui. Cette mutation a certainement des causes culturelles et civilisationnelles qui sortent du cadre de cette note de cadrage qui porte uniquement sur le lien qui peut y avoir entre massification et professionnalisation à l'Université<sup>1</sup>. Mais je voudrais que l'on garde à l'esprit que ces manifestations quantitatives et techniques ne peuvent être dissociées d'un changement global de perception du monde universitaire et de son rôle social.

Il est vrai que la manifestation la plus visible des changements que connaît l'Université est la massification sans précédent intervenue à partir des années soixante dans les pays occidentaux et qui touchent aujourd'hui d'autres pays (13 Millions d'étudiants à travers le monde en 1960, 82 Millions en 1995 et 262 Millions prévus en 2025)<sup>2</sup>. L'arrivée sur les bancs des Amphithéâtres des générations nées après la deuxième guerre mondiale (baby-boom) n'explique pas à elle seule l'ampleur et la permanence du mouvement. La forte croissance économique des pays occidentaux après-guerre (les trente glorieuses), l'aspiration à la mise en place de sociétés démocratiques faisant la promotion de l'égalité des chances, la promotion sociale par les diplômés universitaires, les programmes éducatifs d'envergure mis en place par certains pays du camp socialiste, la révolution technologique,... sont autant d'éléments qui expliquent l'arrivée massive de jeunes appartenant à des couches sociales défavorisées à l'Université.

La massification universitaire touche actuellement les pays émergents de façon autrement plus brutale. On estime, aujourd'hui, que parmi les 150 Millions d'étudiants inscrits dans les Universités du Monde, 78 Millions proviennent des pays émergents. Plus encore, les extrapolations des tendances actuelles montrent qu'en 2020, 40% des 204 Millions d'étudiants des pays de l'OCDE et du G20 viendront des seules Chine et Inde<sup>3</sup>.

Dans la région MENA, le nombre de diplômés de l'Université qui arrive sur un marché de l'emploi comprimé par la crise économique, est en progression continue. Cette

---

<sup>1</sup> Voir, par exemple : *Permanence et mutation de l'Université de Naom Chomski*, Presse Universitaire du Québec (2011)

<sup>2</sup> *Rapport de l'UNESCO sur l'Enseignement Supérieur (2010)*

<sup>3</sup> *Le Monde Education*, 1<sup>er</sup> janvier 2013

discordance entre l'offre et la demande d'emplois crée des tensions sociales manifestes qui ont constitué un facteur déterminant dans le déclenchement du printemps arabe (le taux moyen de chômage des lauréats de l'Université dans la région MENA est de 25%<sup>4</sup>).

Dans les autres parties du monde, notamment en Afrique et en Asie du Sud Est, le mouvement de massification universitaire vient juste d'être amorcé et il faudra s'attendre à une progression plus lente compte tenu des problèmes organisationnels et économiques.

Le passage de l'Université d'élite à l'Université de masse ne s'est pas fait sans heurts. En 1968, les étudiants français sont sortis massivement dans la rue pour réclamer davantage de moyens pour étudier. Le mouvement se transforme très rapidement en révolte généralisée où les manifestants rejettent *la vieille université*, *la société de consommation* et la plupart *des institutions traditionnelles*. Plus proche de nous des protestations estudiantines de moindre envergure mais tout aussi significatives des difficultés de mise en place du nouvel ordre universitaire ont eu lieu au Québec (2005, 2012), en Angleterre et au Chili (2011), en Hongrie (2012), etc...

Ce nouvel ordre universitaire a eu au moins trois conséquences majeures:

- L'introduction de l'Université dans la chaîne économique en lui appliquant les concepts de rendement, de concurrence, de rentabilité...Le Conseil Européen, réuni à Lisbonne en 2000 envisage une stratégie de développement pour la décennie 2000 – 2010 basée sur *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale*.

- Le développement de la formation à distance comme une réponse appropriée à la massification et comme moyen d'ouverture sur un nouveau public dit à *disponibilité limitée* dans le cadre d'une nouvelle vision *de formation tout au long de la vie*. Les Nouvelles Technologies permettent, en effet, de faire des économies d'échelles et ont ouvert la voie à des universités virtuelles pour inscrire des millions d'étudiants. Il en est ainsi de l'Indira Gandhi National Open University (IGNOU) en Inde qui compte plus de 3,5 Millions d'étudiants<sup>5</sup>.

- L'ouverture de l'Université sur le milieu socio-économique pour, d'une part, participer et soutenir l'innovation et la créativité comme facteurs de compétitivité et d'autre part former les cadres nécessaires aux activités économiques.

La nécessité dans laquelle l'Université s'est trouvée d'être un acteur économique comptable de son implication dans les processus de développements l'a amenée à modifier son offre de formation de façon à répondre à des besoins spécifiques et capricieux en termes de profils de lauréats. Cela s'est traduit par des changements de finalité de la formation, de contenus et de pédagogie. En réalité les Universités ont cherché, partout, à trouver des équilibres complexes entre leur mission *classique* qui est de produire des savoirs universels et de les diffuser et la nécessité de répondre en

---

<sup>4</sup> Enseignement supérieur au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Atteindre la viabilité financière tout en visant l'excellence (Rapport : Agence Française de Développement, 2011)

<sup>5</sup> Consulter le site de l'Université : [ignou.ac.in](http://ignou.ac.in)

même temps aux sollicitations du monde économique par la formation d'agents pourvus de compétences techniques sectorielles.

Devant cette dernière exigence et dans un premier temps, l'Université s'est trouvée désarmée. Elle ne disposait pas d'outils permettant de construire des relations de coopération avec un monde qui lui est encore inconnu. De plus, elle doit se soumettre à son regard critique et ses règles d'évaluation basées non seulement sur des considérations académiques mais plus encore sur *l'employabilité* des lauréats. Acculée à se réformer, l'Université va déployer tout un ensemble de structures et de procédés pour adapter son *produit* aux exigences du monde économique (création d'Instituts de formation sectoriels, création des interfaces universités-entreprises, création d'observatoires d'insertion, dérégulation et décentralisation des systèmes d'accréditation, élaboration de filières de formation professionnelle, approches par compétences, appel fait à l'ingénierie de formation, instauration de formation par alternance,...).

Sur le plan pédagogique, une « révolution » a été essayée, qui voulait mieux préparer les jeunes au monde du travail : le passage de la pédagogie basée sur la transmission des savoirs (apprentissage passif) à celle basée sur l'acquisition de compétences (centrée sur l'étudiant). L'évaluation sereine et neutre de cette nouvelle approche reste à faire.

En tout état de cause, ces nouvelles données ont eu comme conséquence une diversification sans précédent des cursus de formation universitaires dont la finalité affichée est de répondre de façon fine aux besoins sectoriels exprimés par le milieu socio-économique. Deux logiques ont présidé à cette extension de l'offre de formation des universités<sup>6</sup>. Une logique basée sur les savoirs transversaux (langues, gestion de projets, commerce, communication,...) permettant l'adaptation rapide des lauréats au milieu du travail et une logique basée sur l'acquisition de compétences sectorielles pointues et fonctionnelles.

Dans tous les cas, l'efficacité d'une formation professionnalisante est mesurée, en amont, par la qualité de son encadrement, la participation de formateurs du secteur non universitaire impliqué, l'immersion des apprenants dans les activités pratiques et en aval par le taux d'insertion et le taux de satisfaction du secteur employeur. Dans l'absolu, ces critères devraient conditionner l'accréditation des formations et leur arrêt en cas de saturation du secteur professionnel visé. Dans la réalité, la difficulté de mettre en place des outils de suivi des lauréats, le « conservatisme » des équipes pédagogiques et la rapidité des changements des caractéristiques du marché de l'emploi ne permettent pas toujours une interaction rapide entre l'offre et la demande. Et de fait, on assiste plutôt à une prolifération de titres qui nuit à la visibilité de l'offre de formation<sup>7</sup>.

En définitive, la professionnalisation des formations universitaires est apparue comme une réponse aux difficultés d'insertion des lauréats des universités de plus en plus nombreux à partir des années soixante. Elle a connu une extension rapide grâce aux efforts d'investissement consentis dans le secteur de l'enseignement. Elle a induit des

---

<sup>6</sup> Chihiro TAGAWA, *Actualité de la Recherche en Education et en Formation, Congrès international AREF Strasbourg 2007*

<sup>7</sup> *La France projette de supprimer 5800 titres de Master des 7700 existants pour rendre visible l'offre de formation des universités. Le Monde de l'Education du 31 décembre 2013.*

changements dans les missions de l'Université et dans ses pratiques pédagogiques. Aujourd'hui, sous la double contrainte de la compression des effectifs des personnels pédagogiques et de la réduction du marché de l'emploi des systèmes de régulation se mettent en place. L'objectif étant d'optimiser et rendre visible les offres de formation en recherchant des complémentarités et des passerelles à l'échelle régionale et nationale.